

nationale, Walter Harris, le ministre des Finances, et C.D. Howe, l'influent ministre du Commerce.

Durant ses 18 derniers mois comme secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Pearson pouvait compter sur les conseils d'un groupe remarquablement stable de hauts fonctionnaires qui lui avaient apporté une collaboration étroite pendant des années. Jules Léger demeurait sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, aidé de son adjoint R.M. Macdonnell. Léger pouvait aussi se reposer sur trois sous-secrétaires d'État adjoints expérimentés : John Holmes, qui accompagna Pearson à New York en novembre 1956, Jean Chapdelaine et Max Wershof, qui continuait parallèlement d'exercer les fonctions de conseiller juridique du Ministère.

Jusqu'à la fin du printemps 1957, il n'y a eu aucune modification dans la composition des principales missions du Canada à l'étranger. Dana Wilgress est demeuré représentant permanent auprès du Conseil de l'Atlantique Nord et représentant auprès de l'Organisation européenne de coopération économique. Norman A. Robertson, haut-commissaire au Royaume-Uni à Londres, jusqu'en mai 1957, date à laquelle il remplaça Arnold Heeney à Washington comme ambassadeur auprès des États-Unis. Heeney revint à Ottawa comme président de la Commission de la fonction publique. Georges Vanier est demeuré ambassadeur auprès de la France.

Le présent ouvrage n'est que le premier de la série de deux volumes envisagés pour la période allant du 1^{er} janvier 1956 au 10 juin 1957, date à laquelle le gouvernement libéral de Saint-Laurent est défait face au Parti Progressiste Conservateur de John G. Diefenbaker, lors d'une élection générale. Il est manifestement impossible de diviser la période en deux volumes complètement autonomes; cependant, le rédacteur et le rédacteur en chef se sont efforcés de regrouper autant que possible les documents connexes, sans trop s'éloigner de l'organisation thématique qui a caractérisé les précédents volumes de la série. En outre, pour des raisons pratiques et budgétaires, le format des deux volumes sera sensiblement le même. Par conséquent, le présent volume, consacré principalement à la crise de Suez, comprend des documents sur le Moyen-Orient, les Nations Unies, l'OTAN et le Commonwealth. Le volume suivant présentera les réactions du Canada à la Révolution hongroise et aux événements connexes en Europe de l'Est. Il comportera également des documents traitant des relations du Canada avec l'Europe de l'Ouest, les États-Unis, l'Extrême-Orient et l'Amérique latine. Deux autres chapitres seront consacrés à l'énergie atomique et aux institutions économiques internationales.

Les dossiers du ministère des Affaires extérieures et du Bureau du Conseil privé ont été les principales sources des documents proposés dans le volume 22, à l'instar des récents volumes de la série. Au besoin, nous avons fait appel aux documents personnels de ministres du Cabinet et de hauts fonctionnaires, ainsi qu'aux dossiers des ministères de la Défense nationale, des Finances et du Commerce. Pour préparer ce volume, j'ai pu consulter sans restrictions les dossiers du ministère des Affaires extérieures et j'ai eu aussi largement accès à d'autres collections. La liste complète des archives consultées figure à la page xxix.

Le choix des documents est guidé par les principes généraux énoncés dans l'introduction du volume 7 (pp. ix-xi), modifiés dans l'introduction du volume 20 (p. xxiii). En bref, la série s'efforce de donner une vue complète des principales décisions de politique étrangère prises par le gouvernement du Canada, en mettant l'accent sur les